

APPROCHE GEOGRAPHIQUE DE QUATRE DYNAMIQUES DE METROPOLISATION DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ET EN BELGIQUE

CONTRIBUTION A LA STRUCTURATION
D'UNE GEOPOLITIQUE URBAINE ET REGIONALE

Rapport de synthèse pour le titre de
Docteur Habilité à Diriger des Recherches
en Lettres et Sciences humaines
présenté publiquement le 26 novembre 2004 par

Pierre GINET

Maître de conférences de Géographie
à l'Université des Sciences et Technologies de Lille

Jury :

- M.BATTIAU - Professeur à l'Université de Lille I
- G.BAUDELLE - Professeur à l'Université de Rennes II
- J-C.BOYER - Professeur Emérite à l'Université de Paris VIII
- C.DEMAZIERE - Maître de Conférences HDR à l'Université de Tours
- F.HULBERT - Professeur à l'Université de Metz
- D.PARIS - Professeur à l'Université de Lille I

Table des matières

Avant-propos

Table des sigles et acronymes

Introduction générale

PREMIERE PARTIE

- CADRAGE SCIENTIFIQUE ET TERRITORIAL DES RECHERCHES -

Introduction P1

Chapitre 1 - Objet, problématique et méthodologie

- A) L'approche comparée de quatre dynamiques de métropolisation
- B) De la flexibilisation des pouvoirs à la recomposition territoriale : les étapes d'un processus géographique

Chapitre 2 - Ancrage disciplinaire de la démarche

- A) Une réflexion de géographe à la croisée de l'urbanisme et de la géopolitique
- B) Modalités de l'approche géographique face aux disciplines et thématiques connexes

Chapitre 3 - Cadrage géographique de l'espace d'étude

- A) L'omniprésence des villes... et l'importance de s'affirmer comme métropole
- B) Des logiques d'aménagement qui s'expriment à différentes échelles

Conclusion P1

DEUXIEME PARTIE

- FLEXIBILISATION DES POUVOIRS ET NOUVELLES STRATEGIES SPATIALES A ANVERS, BRUXELLES, LIEGE ET LILLE -

Introduction P2

Chapitre 1 - Anvers ou la logique marchande du développement urbain

- A) Entre expansion économique et fragilité sociale : un colosse aux pieds d'argile
- B) Flexibilisation des acteurs et nouvelles stratégies spatiales : quand la pression cède au compromis

Chapitre 2 - Le laboratoire lillois : concilier développements social et économique

- A) De la métropole d'équilibre à la métropole transfrontalière
- B) La volonté d'une prise en charge locale des affaires locales pour une planification innovante

Chapitre 3 - Bruxelles ou le dilemme d'une métropolisation à la fois souhaitée et subie

- A) Bruxelles : le cadeau empoisonné du développement par l'international pour une métropole à l'étroit
- B) Davantage de gouvernement mais pas encore de gouvernance

Chapitre 4 - Liège: un consensus à atteindre pour sortir de l'enlisement

- A) Liège, Babel belge ? Une gouvernabilité encore limitée
- B) Flexibilisation des acteurs et nouvelles stratégies spatiales : vers la mise en cohérence d'initiatives encore disparates

Conclusion P2

TROISIEME PARTIE

- METROPOLISATION ET CONSTRUCTION TERRITORIALE : DEUX ECHELLES D'ANALYSE -

Introduction P3

Chapitre 1 - Le renouvellement des tissus urbains métropolitains

- A) Régénération urbaine et politique de la Ville
- B) La recomposition territoriale des tissus urbains à Liège, Lille, Bruxelles et Anvers

Chapitre 2 - L'affirmation d'aires de métropolisation

- A) L'aire de métropolisation, un construit territorial : approche théorique
- B) La construction d'aires de métropolisation à Anvers, Liège et Lille

Conclusion P3

QUATRIEME PARTIE

- PERSPECTIVES SCIENTIFIQUES DE LA DEMARCHE -

Introduction P4

Chapitre 1 - L'ouverture de la problématique sur l'échelle internationale

- A) Anvers, Bruxelles, Liège et Lille dans une Europe polycentrique
- B) Eurorégions et dynamiques de métropolisation à Anvers, Bruxelles, Liège et Lille
- C) Le marketing international à Anvers, Bruxelles, Liège et Lille

Chapitre 2 - L'ouverture sur d'autres espaces et problématiques

- A) Dynamiques de métropolisation le long de la frontière Etats-Unis/Canada : les premières pistes de recherche
- B) Vers une métropolisation durable ?

Conclusion P4

Conclusion générale

Table des annexes

Table des cartes

Table des photos

Table des tableaux

Sources documentaires et bibliographiques

Annexes

Les métropoles d'Anvers, Bruxelles, Liège et Lille sont plongées dans un contexte de concurrence internationale accrue et livrées davantage à elles-mêmes en raison du désengagement des Etats-nations à leur profit pour cause de décentralisation, de fédéralisation et de construction européenne.

Ce contexte, assimilable à une crise urbaine, les conduit depuis le début des années 1990 à s'auto-organiser autour de leur propre potentiel de réflexion (les gouvernances métropolitaines) et d'action (formulation de stratégies de développement et de planification innovantes). Ces dynamiques de métropolisation font de la métropolisation un processus moteur et auto-entretenu, subdivisible en plusieurs séquences successives. Celles-ci débutent par la structuration de gouvernances métropolitaines et de stratégies spatialisées innovantes (objet de la deuxième partie du rapport). Elles se poursuivent par la déclinaison de ces stratégies sous la forme de projets opérationnels dont l'analyse des effets territoriaux (spécialement en terme de renforcement de la cohérence territoriale à différentes échelles) est envisagée ici à l'aide de l'instrument méthodologique que constitue la Formation Socio-Spatiale (FSS) (troisième partie du rapport). C'est ce processus complexe, que nous nous sommes proposés d'explicitier et d'interpréter dans ce rapport de synthèse d'HDR, en prenant appui sur les recherches réalisées au cours des dix dernières années.

Notre approche géographique de la métropolisation associe et dépasse les visions exclusivement urbanistique, juridique et économique de celle-ci. Il s'agit d'une part d'une géographie de l'aménagement qui rend compte de la dimension spatiale des dynamiques de métropolisation, au travers de l'inscription territoriale des acteurs qu'elle met en jeu, des espaces stratégiques et de projets de ces derniers, des effets (et absences d'effets) de ces stratégies et projets en terme de recompositions territoriales. Notre approche donne d'autre part une place clef à l'analyse du jeu des acteurs de la métropolisation, de leurs interactions, de leurs rapports de force, de leur inscription et dynamique dans le temps et dans l'espace. Elle fait donc également entrer ce rapport de synthèse dans le domaine d'une géopolitique urbaine en cours d'affirmation.

En dépit de la cohérence géographique à petite échelle de l'espace dans lequel elles s'inscrivent (Nord-Pas-de-Calais et Belgique), les métropoles d'Anvers, Bruxelles, Liège et Lille constituent quatre terrains d'études particulièrement riches sur le plan scientifique en raison de la diversité de leurs situations géographique, historique, culturelle, politique, administrative et urbanistique.

Des terrains de recherches variés qui influent a priori sur la manière dont les gouvernances métropolitaines se structurent et sur les priorités stratégiques qu'elles expriment : Quels acteurs mettent-elles en jeu ? Dans quels espaces s'inscrivent ces derniers et leurs stratégies de développement ? Contribuent-elles à renforcer la cohérence territoriale de la métropole ? A quelle échelle ? La comparaison des quatre villes permet-elle d'observer des temporalités différentes dans leurs dynamiques de développement respectives ? Peut-on aujourd'hui qualifier les modes d'organisation des pouvoirs métropolitains de gouvernements métropolitains ou au contraire, ne doit-on pas distinguer des formes de gouvernance, plus ou moins abouties, plus ou moins productrices ou organisatrices de territoires, plus ou moins révélatrices et productrices d'identités stratégiques et territoriales spécifiques à chaque métropole ?

Cette analyse du processus d'élaboration et du mode d'inscription géographique des gouvernances et des stratégies métropolitaines (deuxième partie de l'ouvrage) nous fournit les éléments nécessaires à la compréhension des projets qui matérialisent ensuite de façon visible ces orientations stratégiques dans l'espace.

La troisième partie de l'ouvrage est consacrée à l'analyse de ces projets, à leur distribution spatiale et à leur rôle en terme de renforcement de la cohérence territoriale des métropoles, à l'échelle des agglomérations et à celle d'aires de métropolisation qui ne peuvent a priori être assimilées aux seuls espaces périurbains.

Pour ce faire, nous procédons à l'analyse de ces logiques à chacune de ces deux échelles, en nous appuyant sur la Formation Socio-Spatiale comme instrument méthodologique permettant de mesurer les effets territorialisants des projets urbains.

A l'échelle métropolitaine tout d'abord, ce sont les notions de régénération et de renouvellement urbain qui incarnent ces recompositions territoriales. A l'échelle de l'aire de métropolisation ensuite, on s'interroge sur la capacité des projets urbains et d'aménagement à lui conférer une cohérence territoriale peut-être nouvelle; *a minima*, ces projets permettent de mieux caractériser et définir cet objet géographique.

La quatrième et dernière partie de l'ouvrage ouvre la réflexion et propose des perspectives pour de futures recherches.

Première perspective de recherche, l'évaluation de la valorisation de la fonction internationale comme facteur de métropolisation. Trois perspectives sont envisagées : la définition du positionnement stratégique de chaque métropole dans les réseaux de villes soutenus par l'Union européenne (polycentrisme), l'évaluation du rôle des structures aréolaires que constituent les eurorégions comme support de la métropolisation, enfin les démarches relevant d'initiatives locales de promotion internationale, propres à chaque métropole.

Enfin, la question de l'ouverture de la problématique à d'autres espaces, déjà partiellement explorés (Amérique du Nord) est envisagée de même que l'analyse de la question de la durabilité du développement métropolitain.

L'ensemble des réflexions présentées dans ce rapport de synthèse d'HDR prennent appui sur les recherches menées depuis 1994 dans le cadre d'un emploi de Maître de conférences de Géographie. Les confrontations pluridisciplinaires fréquentes, de même que les relations nourries avec le monde des praticiens et des décideurs de l'aménagement et de la Ville (en particulier par le biais du FREVille) les ont alimentées. Il convenait toutefois de ne pas s'égarer, ni dans nos objectifs, ni dans notre problématisation, ni dans nos méthodes de recherche. Le travail présenté ici constitue bien la synthèse de recherches en géographie portant sur une thématique d'urbanisme et d'aménagement abordées sous l'angle de la géopolitique urbaine. Ce travail va naturellement bien au-delà de la simple compilation d'articles publiés, pour éclairer les limites des réflexions menées, attester d'un haut niveau qualitatif et dégager un terrain de recherches original, fondation solide pour de futures recherches.

A la fois approche géographique de l'urbanisme et analyse géopolitique des processus d'aménagement et de développement urbain, ce dossier s'inscrit dans le champ d'une géopolitique urbaine, branche de la géographie dont elle contribue à préciser les spécificités¹. Si l'objet de cette branche est clair : la Ville, ses problématiques sont, quant à elles, multiples, mais donnent toutes priorité à l'analyse du jeu des acteurs de la Ville et à ses effets territoriaux. En l'occurrence, l'analyse de la métropolisation, présentée comme un processus « politique » (au sens étymologique du terme), entre bien dans son domaine. La géopolitique urbaine intègre également le temps long comme éclairage indispensable à la compréhension de la situation présente d'une Ville, de ses enjeux, de ses problématiques de développement actuelles. Elle offre les réflexions préalables à l'élaboration d'une démarche prospective et ouvre à l'approche géostratégique des questions urbaines. Ses méthodes elles, lui sont moins spécifiques. Elles entrent dans le champ des sciences sociales : techniques d'enquêtes, recherches bibliographiques ou auditions de personnalités (ce sont elles que nous avons privilégiées ici) ou correspondent à des techniques plus scientifiques (télédétection, SIG) comme outils de lecture et d'interprétation possibles des dynamiques politiques mises en œuvre en ville et de leurs effets territoriaux.

La structuration de dynamiques de métropolisation à Anvers, Bruxelles, Liège et Lille correspond à une prise de conscience par les sociétés civiles locales d'un cadre juridique perçu comme une entrave au développement urbain. Cette entrave doit être dépassée et ce, le plus rapidement et surtout le plus efficacement possible. Des solutions sont alors conçues. Parfois empiriques, elles sont souvent basées sur une connaissance fine des besoins de l'économie et/ou de la société locale. Ce qui pourrait ressembler à un « bricolage » organisationnel (les gouvernances) et stratégique (les nouvelles orientations de la planification métropolitaine) s'impose comme la voie nouvelle (voire la plus consensuelle) du développement. Les métropoles deviennent alors des territoires précurseurs sur le plan organisationnel et stratégique, véritables locomotives du développement des territoires et de l'innovation juridique. Le législateur en effet suit parfois les orientations qui y sont expérimentées en faisant de « coups » au départ décriés, une norme

¹ Le colloque de géopolitique urbaine des 6 au 10 mai 2003 organisé par l'Université Omar-Bongo de Libreville (Gabon), l'Université de Metz (France) en collaboration avec l'Université d'Ottawa (Canada) et l'Université Joseph-Fourier de Grenoble (France), sous l'égide de l'Union géographique internationale, marque la réactivation des préoccupations de géographes sur ce thème (« Si, dans un passé récent, la géopolitique urbaine a eu quelques précurseurs chez les géographes, parmi lesquels on peut nommer Yves Lacoste, Michel Philipponneau ou Claude Raffestin (...) ce champ d'étude (...) reste encore un vaste domaine en grande partie à défricher. (...) Cela est d'autant plus nécessaire que la croissance des agglomérations se caractérise souvent par de grands dysfonctionnements. Les géographes ne sont-ils pas les mieux préparés pour contribuer à comprendre les processus et les enjeux en cause et à dégager des perspectives d'avenir ? ») extrait de la fiche de présentation du colloque.

universelle (le SPRA anversois labellisé par la Région flamande par exemple). Un cycle gouvernance puis droit puis gouvernance... s'instaure. Les métropoles en sont les pivots.

Tableau n°51 - Spécificités des dynamiques de métropolisation de l'espace d'étude : identités stratégiques et territoriales métropolitaines

| | Type d'agglomération | Choix de développement prioritaires | Difficultés, limites et/ou risques | Pouvoir(s) d'impulsion | Pouvoir(s) de gestion | Aire de métropolisation |
|-----------|--|---|---|---------------------------------|-----------------------|--|
| Anvers | Métropole internationale (commerce portuaire +++) | Ouverture pluri-thématique sur le monde | Repli nationaliste + concurrence de Rotterdam + relations centre/périphérie | Chambre de commerce d'Anvers | Région + Ville | Périmètre du SPRA |
| Bruxelles | Métropole internationale (toutes fonctions urbaines) | Gestion de l'urbanité et des effets du rayonnement international | Hémorragie démographique + ouverture européenne + exigüité territoriale | Etat | Région | Région |
| Liège | Métropole (?) émergente (?) | Reconstruction d'une identité territoriale et politique d'image + accessibilité | Emission géopolitique + « provincialisme » | Nombreuses ASBL | Ville + Province | Ville, ancienne Principauté, Province, Wallonie... |
| Lille | Métropole... émergente (?) | Cohérence territoriale et élargissement de l'aire de métropolisation | Adhésion de la population, communautarisme | Monde patronal et universitaire | LMCU | Périmètre du SD, COPIT, COPIT + Région Nord-Pas-de-Calais... |

La mise en parallèle (plutôt que l'analyse comparée) des deux premières phases du processus de métropolisation à Anvers, Bruxelles, Liège et Lille, fait ressortir d'importants contrastes entre les quatre villes, tant au niveau de la façon dont se structurent leurs gouvernances métropolitaines, que dans les stratégies spatiales qu'elles produisent. C'est la question de l'articulation du doublet gouvernance/stratégies qui est en question. Les différences portent sur la nature des acteurs en jeu et leur consensus sur la dénomination de leur territoire, sur les objectifs stratégiques et leurs priorités, ainsi que sur l'état d'avancement de chaque programme stratégique.

Sur le plan de la construction territoriale tout d'abord, il était particulièrement adéquat, à ce stade de la réflexion, d'appliquer deux des quatre « critères clefs de la FSS » définis dans la première partie du dossier².

Ainsi, au sujet de « l'existence d'un nom adopté de manière consensuelle par les acteurs du développement métropolitain », c'est la terminologie « Région d'Anvers » qui s'impose à Anvers. Définie selon des critères scientifique, cette région métropolitaine traverse plusieurs discontinuités administratives locales et constitue le cadre territorial du plan stratégique anversois, mis en œuvre à l'initiative de la Ville d'Anvers et de la Chambre de Commerce et d'Industrie. Cette terminologie incarne la démarche stratégique locale et associe de façon croissante au processus de développement lancé au début des années 1990, la puissante Région flamande, avantagée par un pouvoir exécutif qu'elle partage avec la Communauté flamande, renforçant son unité politique et stratégique.

A Lille, un nom unique a également été adopté : « Lille-Métropole », récemment approprié par la Communauté urbaine et plusieurs organismes de développement, d'aménagement et de promotion (Chambre de commerce, APIM, Agence d'urbanisme...). Ce nom est désormais voué à un usage interne et externe. L'adoption de cette nouvelle terminologie met fin aux âpres tensions opposant les principales communes de la conurbation lilloise. A Liège, l'idée d'un « Grand Liège » est ancienne et remonte à la moitié du siècle dernier. Des trois métropoles, il s'agit de la démarche la plus ancienne mais la moins aboutie à ce jour. Aujourd'hui, c'est plutôt

² Pour rappel : 1.« L'existence d'un nom, reconnu de façon consensuelle, pour désigner le territoire » (ici seul le volet acteurs est pris en compte, une enquête auprès de la population correspond à une perspective de recherches), 2.« Une volonté politique affichée de promouvoir l'espace en territoire par le biais d'intervention en terme d'aménagement ».

la terminologie « Liège » qui fait l'unanimité dans le discours politique et économique. Désignant tantôt la Ville, tantôt la Province, tantôt l'ancienne Principauté (dans un jeu de dupes dans lequel chacun fait usage du même nom, pour placer au premier plan sans le dire, son institution sur la réalité fonctionnelle, morphologique et/ou sociale de l'aire métropolitaine), mais où, finalement, l'autorité provinciale tire le mieux son épingle du jeu.

Le nom de Bruxelles enfin, englobe dans un tout à la cohérence organisationnelle trompeuse, une Ville, une Région, une métropole au sens morphologique, la cité où siègent des institutions européennes, la capitale de la Belgique, etc. Chacun, qu'il soit Bruxellois de souche ou ressortissant d'un autre Etat européen, Wallon ou Flamand, utilise Bruxelles comme le plus petit dénominateur commun pour désigner commodément cette métropole qui concentre tant de pouvoirs.

Au sujet de « la volonté politique de promouvoir l'espace en territoire », on note là encore des différences importantes entre les quatre villes.

A Anvers, cette volonté politique de développer la métropole est incontestable et solidement structurée. La Chambre de Commerce et d'Industrie, la Ville d'Anvers et l'Université en sont les chantres. Un plan de développement (le SPRA), a été élaboré et des axes stratégiques fixés de manière claire. La priorité est donnée au développement économique de la capitale flamande et de l'une des premières métropoles portuaires du monde désireuse de conserver son rang. Les aspects sociaux sont relégués au second plan.

A Lille, la volonté politique s'incarne historiquement dans le Comité Grand Lille, précédé certes par le *fiat lux* du patronat local à la fin des années 1980, mais rapidement ouverte à une large partie des acteurs de la société civile locale. D'abord économique, la gouvernance grand lilloise s'affirme dans la révision du Schéma Directeur et, dans la tradition du socialisme municipal. Elle affiche une volonté d'associer étroitement la population et de donner une place privilégiée aux dimensions sociale et qualitative du développement urbain. L'annulation du SD, la faible participation des habitants et les difficultés inhérentes à la synergie des versants belges et français de la métropole constituent les principaux points faibles de ce processus.

A Liège enfin, des volontés de développement métropolitain existent réellement. Pourtant, les antagonismes entre acteurs sont encore très importants. A une Province disposant d'un gouverneur charismatique, s'oppose une Ville de Liège encore marquée par sa déroute financière, et une armature urbaine wallonne dominée par des oppositions stériles entre les grandes villes régionales. Parmi les points de convergence, on retrouve en particulier l'importance donnée au passé historique de Liège, fondement de la construction d'un nouveau développement. C'est là sans doute le fil directeur qui permettra aux acteurs métropolitains liégeois de se rassembler, à moins que l'idée d'un passé principautaire, facteur de nouveau développement, ne s'avère n'être qu'une réaction « patho-géographique » au stress d'un déclin économique impossible à juguler.

A Bruxelles, l'absence de gouvernance métropolitaine n'empêche pas le gouvernement de la Région de bénéficier d'une légitimité, car issu des urnes. Les acteurs qui pallient l'absence de pouvoir métropolitain (para-régionaux entre autres), sont aujourd'hui soumis à la tutelle régionale et leurs actions fusionnées dans celle de la Région. Bruxelles s'affiche donc aujourd'hui comme une métropole complexe, au cœur de la Belgique mais également au centre de l'Europe. C'est face à ses multiples fonctions qu'elle a du élaborer ses nouveaux outils pour la planification urbaine. Ses grandes orientations sont en adéquation avec ses différents rôles, régional, national, européen et mondial. La complexité du territoire et des différentes échelles administratives ne font qu'augmenter les problèmes de coopération entre tous les acteurs ce qui tend à retarder le début des aménagements. Bruxelles laisse donc l'image d'une ville en perpétuel chantier pour les habitants et celle d'une ville grise et administrative pour les touristes.

Les projets constituent la déclinaison opérationnelle des stratégies de la gouvernance métropolitaine. Cette dernière présente un profil fort différent à Anvers, Bruxelles, Liège et Lille. Dans les quatre cas toutefois, la gouvernance métropolitaine vise, et parfois aboutit, au travers des stratégies qu'elle génère puis des projets qui remanient son espace, au renforcement de la cohérence territoriale métropolitaine et ce, tant à l'échelle de la métropole, qu'à l'échelle de son aire d'influence. Au-delà de la « peau de léopard » que dessine la carte des périmètres de projets urbains et d'aménagement, déjà pourvoyeuse d'informations précieuses sur la distribution spatiale et les logiques de superposition, de juxtaposition et de synergie de ces projets, l'analyse montre non pas seulement une somme de territoires nouveaux mais bien un système, plus ou moins élaboré, constitués de micro-espaces de projets concourant ensemble au renforcement de la cohérence territoriale de la métropole et de l'espace métropolisé.

Deux échelles de cohérence territoriale sont visibles lorsqu'on les porte à la lumière des deux derniers « critères-clefs de la FSS » de Di Méo, définis dans la première partie du dossier³.

A l'échelle de la tâche urbaine métropolitaine tout d'abord, la notion de renouvellement urbain englobe l'ensemble des actions menées pour recomposer la métropole dans ses aspects morphologique, social et économique. La majeure partie des acteurs impliqués dans les gouvernances métropolitaines (CGL, MVPA, Grand Liège, ARAU...) appartiennent d'ailleurs à ce territoire dont elles contribuent à dessiner le cœur. Le déclenchement des opérations de renouvellement urbain correspond également et peut être même en grande partie (du moins à Anvers, Liège et Lille) à un mode de réponse à la montée de l'extrême Droite aux élections locales, la dégradation urbaine et ses conséquences étant implicitement ou explicitement désignées comme partiellement responsables de cet essor.

C'est à Lille qu'est née la notion de ville renouvelée. Reconstruire la ville sur elle même passe, à la fin des années 1980, par une politique de grands chantiers (Euralille, cœur de Roubaix...) et de « petits chantiers » (actions menées dans le cadre de la politique de la ville par exemple), qui ont transformé l'aspect physique de la métropole, renforcé les relations entre ses pôles urbains et développé l'appropriation de la dynamique métropolitaine par sa population (cf. le million de signatures pour les JO de 2004).

A Anvers, la priorité en matière d'urbanisme va au développement économique et à la requalification urbaine. Les aménagements concernent autant le port que la ville, qui bénéficie de travaux de mise en valeur de son patrimoine architectural et culturel, et de son accessibilité, participant à l'attractivité touristique de l'agglomération.

Liège est quant à elle une métropole en chantier depuis le début des années 1990. Presque tous ses quartiers sont concernés par des opérations d'urbanisme concernant la réhabilitation du patrimoine, l'amélioration du cadre de vie (place Saint Lambert, prix d'urbanisme, action sociale dans le cadre des « Quartiers d'Initiatives »), et l'amélioration de l'accessibilité routière et ferroviaire. Le manque d'unité de l'agglomération lié aux tensions politiques ralentit toutefois les projets intercommunaux tandis que le manque de financements limite l'autonomie décisionnelle de la Ville. Face à cette situation, de nombreuses organisations, cherchent à contourner les obstacles en agissant directement en faveur du développement de la métropole (marketing urbain, aménagement de zones industrielles).

A Bruxelles, la construction du territoire métropolitain ne s'est pas déroulée selon un schéma classique. La Région politique, trop étriquée, exclut des territoires de l'action politique dont ils sont économiquement et socialement dépendants. L'enjeu qui consiste par l'action politique à créer du lien social est rendu encore plus difficile. La dualité de la Belgique se retrouve à Bruxelles, de façon plus exacerbée encore.

A l'échelle de l'aire de métropolisation ensuite, les projets d'urbanisme et d'aménagement, lorsqu'on examine la logique qui préside leur distribution spatiale, participent au renforcement de la cohérence territoriale d'une aire de métropolisation dont ils contribuent à asseoir, à définir ou à redéfinir la territorialité, en suivant un processus de diffusion spatiale aréolaire.

Ainsi, le processus de métropolisation lillois associe-t-il une périphérie élargie, au travers de projets partenariaux portant sur des thèmes divers. Ce territoire peut être subdivisé en deux parties : la Métropole lilloise transfrontalière tout d'abord, associant à la conurbation lilloise, les agglomérations de Courtaai, Mouscron, Tournai et Ypres dans le projet Grooststad et un ensemble de petits projets d'échelle locale (Comines-Europe, Eurozone...) contribuant au brassage des élites décisionnelles, tandis que le mélange des populations est quant à lui engagé depuis fort longtemps; l'espace régional ensuite, aire d'influence de la métropole dont le renforcement de la cohérence territoriale se traduit par la mise en œuvre de nouvelles liaisons TER entre Lille et le littoral (Dunkerque) et l'Avesnois (Maubeuge), ou par le soutien financier et politique apporté par le Conseil régional, à des projets susceptibles d'être considérés au départ comme étant d'intérêt purement métropolitain (JO 2004).

A Liège, ce sont les projets articulés autour des notions d'identité, d'histoire et de culture qui participent à la construction d'une aire de métropolisation. A l'échelle transfrontalière, Liège s'engage également dans des projets potentiellement créateurs de territoires (MHAL), même si la synergie des acteurs demeure peu

³ Pour rappel : 3.« L'existence d'une infrastructure géo-économique se traduisant par la présence forte de relations économiques et des formes géographiques qui en résultent »; 4.« L'apparition et l'enracinement d'une idéologie territoriale forte des formes culturelles et des rapports spatiaux, voire des genres de vie et des représentations sociales qu'elle induit, l'apparition d'un sentiment d'appartenance à un espace par la population qui y vit ».

probante en raison de tensions entre décideurs wallons, allemands et néerlandais. L'histoire peu ici s'avérer autant créatrice de développement que cristallisatrice de tensions refoulées. L'ancienne Principauté était quant à elle un territoire émiétté et débordant les frontières stationales actuelles, cadre difficile à valoriser aujourd'hui, d'autant que son souvenir dans la population est largement effacé.

Anvers développe quant à elle, au travers de sa « région d'Anvers », une logique prédatrice vis-à-vis de sa périphérie, et tout particulièrement vers les communes de la rive gauche de l'Escaut. Elle doit assurer le développement de son port, tout en gérant les restructurations urbaines qui incombent à toutes les grandes agglomérations. Pour ce faire, le gouvernement et la ville ont mis en place une série d'acteurs ayant des échelles de travail et des objectifs différents. Cependant la puissance des promoteurs reste prioritaire face aux intérêts humains (Doel) : si le SPRA, point de départ des grands projets d'aménagement anversoïis, fut au départ ressenti par certaines communes périphériques comme une tentative d'annexion par la ville-centre, l'agrément de la région Flamande les conduit à en accepter, bon gré mal gré, l'idée.

A Bruxelles enfin, la notion d'aire de métropolisation, au sens d'une approche intégrée de la planification et des projets urbains, relève de la provocation. La Région à l'étroit qu'elle forme ne peut pas s'étendre pour des raisons constitutionnelles, sauf à menacer l'existence même du pays dont elle est la capitale. La réalité morphologique (tâche urbaine) et fonctionnelle (définie par le critère des migrations alternantes en particulier) de celle-ci est pourtant bien réelle, mais les problèmes de gestion urbaine et a fortiori de planification, se heurtent à la fragmentation des pouvoirs et des compétences au sein de cet espace (Région, Communautés, communes à statut linguistique spécial, etc.) pourtant limité qu'aucune gouvernance n'embrasse encore aujourd'hui.

Ce travail de recherche, original dans son objet et sa démarche, contribue à éclairer, à partir des exemples d'Anvers, Bruxelles, Liège et Lille, la notion de métropolisation. L'approche, géographique, s'inscrit à la fois dans l'espace et dans le temps, plus précisément dans le temps des quinze dernières années, au cours desquelles ont éclos des dynamiques spatiales nouvelles conférant aux métropoles une place clef et, à leurs acteurs réorganisés, un rôle nouveau dans le mode de transformation des territoires et ses effets.

Au-delà des enseignements propres à chaque agglomération (notre démarche ne consistait pas à réaliser une analyse comparative *stricto sensu*), temporalité similaire des dynamiques métropolitaines entre les quatre « villes » (puisque les dynamiques de métropolisation concernent tant les métropoles accomplies que les métropoles en projet) est remarquable, nonobstant du reste, leur mode de structuration et leur capacité à renforcer la cohérence territoriale des territoires dans lesquels leurs stratégies prennent effet. Ce dernier point permet de mettre en lumière de véritables identités stratégiques et territoriales, spécifiques à chaque processus de métropolisation et à chaque agglomération (Tableau n°51).

La notion de gouvernance soulève toutefois d'importantes questions relatives à son existence même. Si le droit, peu réactif et parfois inopérant à une époque où la rapidité des changements oblige pourtant les acteurs du développement spatial à agir vite, s'oppose à une gouvernance plus souple et plus efficace, cette dernière porte en elle des risques spécifiques : celui de sa légitimité et de son contrôle démocratique, celui des dévires corporatistes ou clientélistes toujours possibles, avec ses conséquences sociales, économiques et spatiales négatives (exclusion, clivages, polarisations...).

Se pose également la question de la manière dont les métropoles valorisent leurs relations internationales. C'est la question des relations réticulaires nouées par chaque métropole ou entre métropoles susceptible de générer de nouvelles formes de territorialité, mais définissant dans le même temps des espaces en creux, à l'écart du processus de métropolisation et dont les dynamiques propres (qu'elles ressortissent d'une contre-métropolisation, voire d'une anti-métropolisation ou qu'elles s'inscrivent plus prosaïquement dans ce que l'on qualifie de « développement local »), constituent un champ de recherche à part entière.

Enfin, les très (trop ?) récentes réflexions internationales croisant métropolisation et développement durable (Johannesbourg 2002), présentent, sur d'autres thèmes également, ce premier processus comme un obstacle au second. Les initiatives engagées au cours des dernières années à l'échelle de métropoles (Canada) tendent d'ores et déjà à réfuter cette approche peut-être trop alarmiste et manichéenne. Un processus en cours d'évolution, cristallisé autour de la notion de métropolisation durable, domaine de recherches qui demeure largement à explorer.

APPROCHE GEOGRAPHIQUE DE QUATRE DYNAMIQUES DE METROPOLISATION
 DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ET EN BELGIQUE
 CONTRIBUTION A LA STRUCTURATION D'UNE GEOPOLITIQUE URBAINE ET REGIONALE

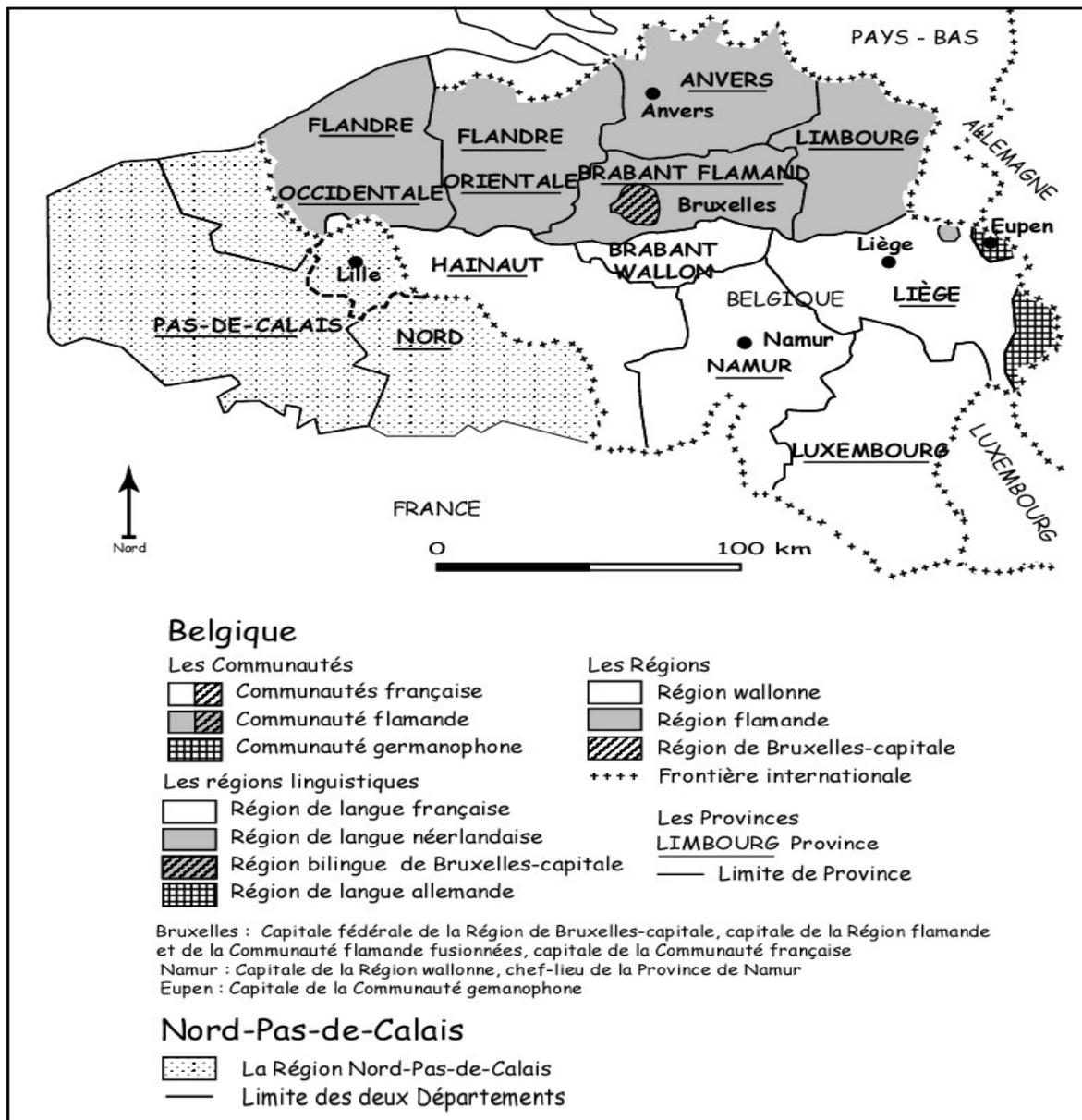
HDR (synthèse)

Pierre GINET - 26 novembre 2004 - Université de Lille I

Mots-clefs : Métropolisation, pouvoirs, territoire ; Anvers, Bruxelles, Liège, Lille ; Gouvernance, planification stratégique, projets urbains ; Géopolitique urbaine, urbanisme, aménagement, géographie urbaine ; Evaluation ; Identités stratégiques.

Description : L'ensemble des recherches menées de manière continue (40 publications) depuis la thèse de doctorat (1994) font l'objet d'un rapport de synthèse d'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) intitulé « Approche géographique de quatre dynamiques de métropolisation dans le Nord-Pas-de-Calais et en Belgique - Contribution à la structuration d'une géopolitique urbaine et régionale ».

Organisation géopolitique de notre espace d'étude



L'ensemble des travaux de recherche synthétisés dans ce rapport concernent quatre principaux terrains d'étude : la métropole lilloise, qui avait déjà retenu notre attention en thèse et en DEA, et trois nouvelles agglomérations qui appartiennent à la Belgique (Anvers, Bruxelles et Liège). Ce pays voisin dispose d'une grande richesse de problématiques géographiques, d'ordre géopolitique et en terme d'urbanisme et d'aménagement. Cette effervescence a interpellé le chercheur que nous sommes, depuis plus de dix ans déjà. Par ailleurs, les 300 km de frontière qui séparent la Belgique de la France du Nord-Est, l'intimité géographique et historique des deux pays, renforcée par la construction européenne et l'intégration transfrontalière, ont constitué une raison supplémentaire d'investir une partie importante de nos recherches sur ce pays.

La problématique qui a gouverné nos recherches porte sur la manière dont les réseaux d'acteurs (intégrés ici dans notre définition de la gouvernance métropolitaine) se positionnent face à ces **processus (les dynamiques de métropolisation)**, soit en les accompagnant soit en cherchant à les générer. Elle porte également sur leurs **causes déclenchantes** et sur leurs effets en terme de renforcement de la **cohérence territoriale** des métropoles et de leur aire d'influence directe.

Notre modèle d'analyse repose sur deux grilles de lecture :

◆ Première grille de lecture : une approche séquentielle des dynamiques de métropolisation :

Première grille de lecture du modèle d'analyse :

Un outil: une approche séquentielle de la métropolisation

Une hypothèse: La métropolisation comme processus

La métropolisation est lue comme un processus moteur et auto-entretenu, subdivisible en quatre séquences successives :

1. structuration de gouvernances métropolitaines
2. structuration de stratégies spatialisées innovantes
3. déclinaison de ces stratégies sous la forme de projets opérationnels
4. renforcement de la cohérence territoriale à différentes échelles (hypothèse de travail)

Le contexte de métropolisation conduit les quatre agglomérations analysées, depuis le début des années 1990 pour trois d'entre elles (depuis 1958 pour Bruxelles), à s'auto-organiser autour de leurs propres potentiels de réflexion (les gouvernances métropolitaines) et d'action (formulation de stratégies de développement et de planification innovantes). Les situations géographique et géopolitique des quatre agglomérations font peser sur elles des enjeux (en terme d'aménagement et de développement urbain) qui les placent aujourd'hui à une période charnière de leur histoire. Les agglomérations de l'étude sont engagées dans quatre **dynamiques de métropolisation**.

Pour les analyser, nous avons émis l'hypothèse qu'il serait possible de subdiviser chacune des dynamiques de métropolisation observées en plusieurs séquences successives (**processus**) partant de l'élaboration d'un discours novateur sur le développement urbain, aux recompositions territoriales proprement dites. Cette première grille de lecture s'est avérée scientifiquement pertinente et productive. Elle a été appliquée à l'histoire récente et à la géographie urbaine et politique des quatre agglomérations analysées.

♦ Seconde grille de lecture de notre modèle d'analyse : une évaluation des effets de la métropolisation en terme de construction territoriale :

Seconde grille de lecture du modèle d'analyse :

Un outil: la Formation socio-spatiale (FSS)

Une hypothèse: la métropolisation facteur de cohérence territoriale

Le modèle de la FSS repose sur l'articulation de quatre « instances » concomitantes, séparées dans le modèle pour des raisons méthodologiques:

A. Deux instances d'infrastructure (géographique et économique) forment la matérialité de l'espace géographique et se réfèrent aux interventions visibles de l'homme sur l'espace pour assurer son développement économique et, indirectement, pour le transformer en espace social

B. Deux instances de superstructure (idéologique et politique), reprennent les valeurs idéologiques et culturelles d'une société et l'ensemble des pouvoirs qu'elle exerce dans et sur un espace

Un espace devient un territoire lorsque quatre conditions, éventuellement en interaction, sont remplies :

- 1. L'existence d'un nom reconnu de façon consensuelle, pour désigner le territoire
- 2. Une volonté politique de promouvoir l'espace en territoire par des interventions d'aménagement
- 3. L'existence d'une infrastructure géo-économique et des formes géographiques qui en résultent
- 4. Une idéologie territoriale et un sentiment d'appartenance à un espace par la population qui y vit

La notion de **cohérence territoriale** est définie ici comme la validation a posteriori du plus grand nombre de critères-clefs de la FSS sur chaque espace analysé

Les acteurs des quatre agglomérations se trouvent aujourd'hui dans une période de transition, de profonde mutation, liée à des causes tant internes qu'externes qui les contraignent à agir. Au-delà des similitudes, en particulier temporelles, mises en évidence entre les quatre agglomérations dans le déroulement de leurs processus de métropolisation, la capacité de ces derniers à induire davantage de **cohérence territoriale** à différentes échelles s'avère fortement contrastée. Pour le démontrer, l'instrument méthodologique que constitue la Formation Socio Spatiale développée par G. Di Méo, est intervenu comme révélateur original et efficient de la capacité des recompositions politiques et stratégiques en cours à renforcer la cohérence territoriale des agglomérations et des espaces métropolisés.

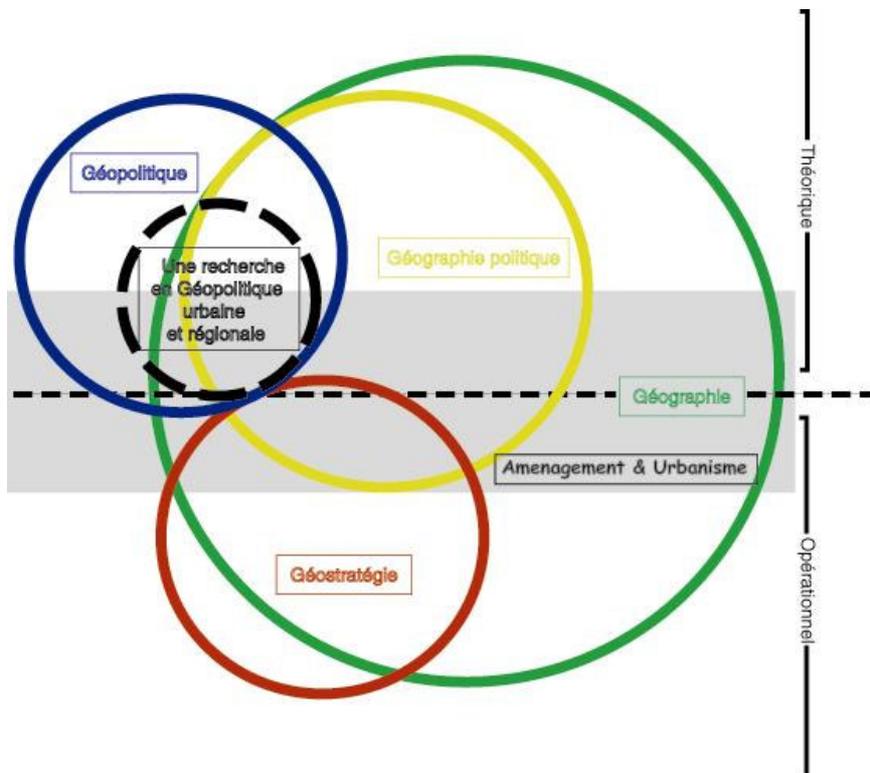
Le tableau à double entrée constitué par l'approche séquentielle de la métropolisation et l'évaluation de ses effets en terme de construction territoriale à l'aide de la FSS constitue notre modèle d'analyse. Il caractérise *in fine* l'identité stratégique et territoriale de chaque agglomération. Il constitue l'une des originalités scientifiques de notre démarche.

En amont des dynamiques analysées, notre intérêt s'est porté sur les causes déclenchantes à l'origine du démarrage de processus de métropolisation (contexte électoral, concurrence internationale accrue...). En aval de la réflexion, le terme de l'analyse séquentielle offre des clefs pour un **bilan diagnostic et prospectif** des dynamiques en cours. Nous en fournissons quelques éléments.

| Synthèse des grilles de lecture du modèle d'analyse : | | | | | | |
|---|--|---|---|---------------------------------|-----------------------|--|
| Croisement de l'approche séquentielle et de la FSS : | | | | | | |
| Quatre identités stratégiques et territoriales métropolitaines | | | | | | |
| | Type d'agglomération | Choix de développement prioritaires | Difficultés, limites et/ou risques | Pouvoir(s) d'impulsion | Pouvoir(s) de gestion | Aire de métropolisation |
| Anvers | Métropole internationale (commerce portuaire +++) | Ouverture pluri-thématique sur le monde | Repli nationaliste + concurrence de Rotterdam + relations centre/périphérie | Chambre de commerce d'Anvers | Région + Ville | Périmètre du SPRA |
| Bruxelles | Métropole internationale (toutes fonctions urbaines) | Gestion de l'urbanité et des effets du rayonnement international | Hémorragie démographique + ouverture européenne + exigüité territoriale | Etat | Région | Région |
| Liège | Métropole (?) émergente (?) | Reconstruction d'une identité territoriale et politique d'image + accessibilité | Emiettement géopolitique + « provincialisme » | Nombreuses ASBL | Ville + Province | Ville, ancienne Principauté, Province, Wallonie... |
| Lille | Métropole... émergente (?) | Cohérence territoriale et élargissement de l'aire de métropolisation | Adhésion de la population, communautarisme | Monde patronal et universitaire | LMCU | Périmètre du SD, COFIT, COFIT + Région Nord-Pas-de-Calais... |

A la fois **approche géographique de l'urbanisme** et **analyse géopolitique** des processus d'aménagement et de développement urbain, nos recherches entendent s'inscrire dans le champ d'une **géopolitique urbaine**, branche de la géographie dont il contribue à préciser les spécificités.

Positionnement scientifique et disciplinaire des recherches



En l'occurrence, l'analyse de la métropolisation, présentée comme un processus « politique », entre bien dans son domaine. La **géopolitique urbaine** intègre également le temps long comme éclairage de la situation actuelle d'une région urbaine, de ses enjeux, de ses problématiques de développement, de ses dysfonctionnements. Elle offre les réflexions préalables à l'élaboration d'une démarche prospective et ouvre à l'approche **géostratégique** des questions urbaines. Elle entre également ainsi dans le champ de l'**aménagement et de l'urbanisme**.

| <u>Vers une lecture géostratégique des dynamiques de métropolisation</u> | | | | | |
|--|--|---|---|---|---|
| Agglomérations | Les clefs de la métropolisation : évaluation | | | Scénarios tendanciels + solutions | |
| | Synergie d'acteurs | Vision stratégique | Cohérence territoriale | Déficitaire | Favorable |
| Anvers | ++- (Rôle clef du « méso-niveau » régional mais quid de la population...) | + (MVPA, SPRA, streekplatform, streekcharter) | + (Prédation centre-périphérie) | « Sur-régulation » régionale | Participation accrue <u>des</u> populations (dernière chance) |
| Bruxelles | +-- (régulation politique par l'Etat) | + (PRD) | -- (Carcan régional, fragmentation communautaire et administrative) | Développement du bureau | Révision de la fiscalité ? |
| Liège | - (Stratégies d'évitement/conflits ouverts) | - (Projet de ville = SSC !) | - (A l'échelle de la ville-centre) | Poursuite des « différends fratricides », absence de take-off | Davantage de régulation (Province ?) |
| Lille | + (Coalition de croissance) | + (SDDU) | + (périphérie SDDU -arcs nord et sud) | Concurrence intrarégionale et internationale, communautarisme | Intégration eurorégionale (aire de métropolisation) |

Il s'est rapidement avéré nécessaire de faire des choix après un premier travail exploratoire qui portait tant sur les espaces que sur les méthodologiques. Il s'agissait de ne pas céder à d'éventuels effets de mode où à diverses opportunités liées à des recompositions de laboratoire ou des appels d'offre, mais de conserver un cap depuis la thèse quitte à restreindre notre instrumentation scientifique et le nombre de nos espaces d'étude. Ce souci de maîtrise de la démarche entreprise et d'autonomie impliquait également de faire système par le biais de nos divers investissements professionnels (enseignements, publications, animation scientifique, etc.).

Par conséquent, si notre modèle d'analyse de la métropolisation repose sur le croisement d'une lecture séquentielle de la métropolisation et de ses effets interprétés grâce de la FSS, d'autres clefs méthodologiques existent également (systémique, urbistique).

L'approfondissement des potentialités de la FSS constitue une troisième voie également possible, nos recherches ne prétendant pas en épuiser les possibilités d'application.

Il est ainsi envisageable d'apporter des compléments via des enquêtes de terrain auprès de la population afin d'évaluer l'appropriation des dynamiques de métropolisation par celle-ci. La question de **l'appropriation des dynamiques métropolitaines** peut également être abordée à l'aide d'autres clefs méthodologiques (la géographie électorale en particulier).

En terme de perspectives scientifiques, se pose par ailleurs la question de la manière dont les métropoles valorisent leurs **relations internationales**. Les relations réticulaires nouées entre métropoles sont susceptibles de générer de **nouvelles formes de territorialité**, mais définissent dans le même temps des **espaces en creux**, à l'écart des processus de métropolisation. Les dynamiques de ces espaces au regard de la métropolisation, constituent un champ de recherche à part entière. Nous avons d'ailleurs montré (spécialement à l'aide de l'exemple anversoïse) que la métropolisation ne se réduisait pas aux transformations de la ville métropole. Ses effets se manifestent dans une périphérie parfois très vaste, jusqu'aux confins d'une **aire de métropolisation** qu'elle contribue à dessiner. Il s'agit là d'une problématique encore peu explorée. Elle pourrait s'appliquer à d'autres espaces de marges, eux aussi soumis à l'influence lointaine de dynamiques métropolitaines.

Contact : Pierre.Ginet@univ-lille1.fr

Approche géographique de quatre dynamiques de métropolisation dans le Nord-Pas-de-Calais et en Belgique
Contribution à la structuration d'une géopolitique urbaine et régionale

HDR - Pierre GINET - 2004

Résumé : Ce rapport constitue la synthèse de dix années de recherches en géographie portant sur une thématique d'urbanisme et d'aménagement actuelle abordée sous l'angle de la géopolitique urbaine. Les dynamiques de métropolisation en cours à Anvers, Bruxelles, Liège et Lille y sont analysées comme autant de processus géopolitiques s'exprimant dans le temps long. La prise en compte de ce dernier éclaire les problématiques de développement, permet les réflexions préalables à l'élaboration d'une démarche prospective et ouvre à une approche géostratégique des questions urbaines propres à ces agglomérations. La structuration de dynamiques de métropolisation correspond, au départ, à la prise de conscience des sociétés civiles locales de l'existence d'un cadre juridique entravant un développement urbain et devant être dépassé. Parfois même, le « bricolage » organisationnel (les gouvernances émergentes) et stratégique (les nouvelles orientations de la planification métropolitaine) découlant de ces réflexions premières, s'impose comme la voie nouvelle puis officielle du développement. Toutefois, nonobstant certaines similarités (de temporalité en particulier), les dynamiques de métropolisation analysées se distinguent par d'importants contrastes relatifs notamment à leur mode de structuration et à leur capacité à renforcer la cohérence des territoires dans lesquels leurs stratégies prennent effet. *In fine*, quatre véritables identités stratégiques métropolitaines, révélés par l'analyse de chaque processus de métropolisation, sont identifiables. Les contrastes relevés entre les quatre agglomérations, portent tant sur la façon dont se structurent leurs gouvernances, que sur les stratégies spatiales qu'elles produisent. Révélées par l'emploi de l'instrument méthodologique que constitue la « Formation Socio-Spatiale » (FSS), elles portent sur la nature des acteurs en jeu et leur consensus quant à la dénomination de leur territoire, sur les objectifs stratégiques et leurs priorités, ainsi que sur l'état d'avancement de chaque programme stratégique. Des contrastes qui, logiquement concernent également les projets constituant la déclinaison opérationnelle des stratégies issues de la gouvernance métropolitaine. Dans les quatre cas toutefois, la gouvernance métropolitaine vise, et parfois aboutit, au travers des stratégies qu'elle génère puis des projets qui remanient son espace, au renforcement de la cohérence territoriale métropolitaine et ce, tant à l'échelle de l'agglomération qu'à celle de son aire d'influence. A l'échelle de la tâche urbaine métropolitaine d'abord, la notion de renouvellement urbain englobe les actions visant à recomposer les aspects morphologique, social et économique de la métropole. La majeure partie des acteurs impliqués dans les gouvernances métropolitaines appartiennent par ailleurs à ce territoire qu'elles dessinent. Les opérations de renouvellement urbain constituent également une réponse à la montée des partis d'extrême Droite aux élections locales. A l'échelle de l'aire d'influence immédiate de l'agglomération enfin, la distribution spatiale des projets d'urbanisme et d'aménagement, participe au renforcement de la cohérence territoriale d'une aire de métropolisation dont ils contribuent à asseoir, à définir ou à redéfinir la territorialité, en suivant un processus de diffusion spatiale aréolaire plus ou moins consensuel.

Mots-clefs : Métropolisation, pouvoirs, territoire ; Anvers, Bruxelles, Liège, Lille, Canada ; Gouvernance, planification stratégique, projets urbains, recompositions territoriales, dynamiques territoriales, cohérence territoriale ; Géopolitique urbaine, urbanisme, aménagement, géographie urbaine ; Evaluation ; Identités stratégiques, cultures du développement des territoires ; Métropolisation durable.

Geographical approach of four metropolitan dynamics in the Nord-Pas-de-Calais and in Belgium
Contribution to the structuring of a urban and regional geopolitics

HDR - Pierre GINET - 2004

Abstract : This report makes up ten years of researches focused on an actual urban planning thematic tackled from the angle of urban geopolitics. Current metropolitan dynamics in Antwerpen, Brussels, Liege and Lille, are analysed as geopolitical processes which take place in the long time. This last sheds light on development problematics, allows previous reflexions for the elaboration of prospective processes, and lead the way for a geostrategical approach of urban issues proper to these towns. Structuring metropolitan dynamics corresponds, at the beginning, to the civil society awareness of a juridical framework perceived as a brake upon urban development which needs to be surpassed. Sometimes, in spite of some likenesses (in particular temporals), studied metropolitan dynamics can be distinguished by important contrasts notably connected with their structuring way and their capacity for reinforcing the coherence of territories in which their strategies take place. At last, four metropolitan strategic identities, shown by the analysis of each metropolitan process, can be identified. Differences between the four cities, focus both on their governance structuring and on the spatial strategies they generate. Revealed by the use of the methodologic tool which is known as « Formation Socio-Spatiale » (FSS), they turn on the interplay of alliances, the capacity to christen the territory, the strategic aims and their progress. Of course, these contrasts turns as well on the urban projects which form the concrete outlet for strategies stemming from metropolitan governance. In the four cases however, the metropolitan governance aims, and sometimes succeeds, through strategies it generates then projects which reshape it space, at the reinforcement of the territorial coherence of the metropolis and this, both at the scale of the town and at these of its influence area. On the one hand, at the scale of the town, the notion of urban renewal includes actions reaching the physical, social and economic recomposition of its territory. Moreover, most of actors involved in metropolitan governances belong to this territory they contributes to draw on the map. Processes of urban renewal forms as well an answer to the rising of extreme right parties. On the other hand, at the scale of the direct metropolitan influence area, spatial spread of urban projects contributes to the reinforcement of the territorial coherence of a metropolisation area, through the establishment, the definition or the new definition of its territoriality, following a process of spatial spreading, more or less unanimous.

Keywords : Métropolisation, power, territory ; Antwerpen, Brussels, Liège, Lille, Canada ; Governance, strategic planning, urban projects, territorial recompositions, territorial dynamics, territorial coherence ; urban geopolitics, urban planing, planing, urban geography ; Evaluation ; Strategic identities, territories development cultures; Sustainable metropolisation.